

dans le sol; entourer ces trous de murs de ciment; les recouvrir de portes d'acier et faire garder ces portes par des hommes armés de fusils. Autant vaudrait avoir là des tas de sable et de pierre. A un moment ou l'autre, il faut sortir cet or et l'échanger pour des marchandises. Si on ne le sortait jamais, il n'aurait jamais de valeur. Les Etats-Unis ne voulaient pas cet or et ils ne l'ont pas gardé. Ils l'ont immédiatement prêté à d'autres pays, surtout à l'Allemagne et un peu à la France. Un jour, que ce soit dans cinquante ou cent ou mille ans, ils devront accepter le remboursement du capital et de l'intérêt en nature, sinon ils ne seront jamais remboursés. Si les intérêts s'accumulent en Europe et qu'ils n'en touchent aucune partie, pas plus que du capital, la dette ne sera jamais acquittée, il va sans dire. La seule valeur que puisse recevoir une nation commerçante provient de l'échange des marchandises. Tout bénéfice vient du transport des marchandises d'une contrée où elles sont relativement à bon compte vers une autre où elles se vendent comparativement cher.

Il suit peut-être de là que toutes les nations du monde pourraient concurrencer entre elles, et que les importations de toutes seraient plus considérables que leurs exportations, car elles vendraient toutes avec un bénéfice. J'ai tenté d'exposer ce qui me paraît être le principe fondamental du négoce. Si nous nous entendions sur ces points, il y aurait plus d'accord entre nous sur les détails.

On notera que ma statistique s'arrête à l'année 1927. C'est la plus récente que j'aie pu obtenir du bureau de la statistique, mais bientôt sans doute nous aurons les chiffres de 1928.

L'honorable représentant de Welland (l'honorable M. Robertson) et celui de Montarville (l'honorable M. Beaubien) se sont complus à affirmer qu'il existe actuellement au Canada beaucoup de chômage, de misère et un état de choses très grave. Il y a sans doute du chômage au pays. Ils veulent établir entre le Canada et les Etats-Unis une comparaison qui serait au désavantage de notre pays, mais on remarque beaucoup de chômage aux Etats-Unis aussi, bien que je n'en connaisse pas la statistique.

L'honorable M. DANDURAND: Le nombre des sans-travail atteint trois ou quatre millions.

L'honorable M. HUGHES: Je sais qu'il va dans les millions. La Fédération du travail estime qu'il y a au moins trois millions de chômeurs actuellement aux Etats-Unis. Des parents de Boston m'écrivent qu'il y a plus de sans-travail à cet endroit qu'au cours des 12 ou 15 dernières années et que la misère est plus grande qu'à aucune époque dont ils puis-

sent se souvenir. J'ai entendu dire la même chose de New-York et, je crois, de toutes les autres villes du nord de l'Union.

Nous savons que, depuis quelque temps, l'état de l'agriculture n'est pas favorable aux Etats-Unis et que les cultivateurs sont dans le besoin; que les six septièmes ou les cinq sixièmes de ceux de l'ouest des Etats-Unis sont sur le bord de la ruine. Dans un journal du soir, j'ai lu qu'en 1928, 492 banques de l'ouest américain ont failli et que le nombre des faillites a été plus considérable en 1929. Il n'existe rien de tel, au Canada, et je me demande: si la solution proposée par ces honorables sénateurs, c'est-à-dire des droits de douane élevés, était bonne pour nous, comment n'a-t-elle pas donné de bons résultats dans la république américaine? Ce pays a le plus vaste marché intérieur du monde—120 millions d'habitants—et les cultivateurs n'y sont pas prospères. La protection y est bien plus forte qu'au Canada. Cependant les agriculteurs n'y sont pas aussi à l'aise qu'ici. Comment cela se fait-il? Le remède n'a pas eu de bons effets là-bas et, si mon honorable ami était médecin, il ne nous demanderait pas de le prendre.

L'honorable M. BEAUBIEN: Mon honorable ami sait-il que les Etats-Unis sont de beaucoup le pays le plus riche du monde? Sait-il que la richesse américaine a doublé en dix ans et que les Etats-Unis possèdent 360 milliards de dollars, contre les 80 milliards de la bonne vieille Angleterre?

L'hon. M. HUGHES: Je suis au courant de certaines de ces choses.

L'honorable M. BEAUBIEN: Quelle explication en donne mon honorable ami?

L'honorable M. HUGHES: Ces faits n'affaiblissent aucunement mon argumentation. Pour grande que soit la richesse des Etats-Unis, elle n'est pas supérieure à la nôtre, en proportion de la population, et elle n'est pas bien distribuée, puisqu'elle est concentrée entre les mains du petit nombre. Les cultivateurs américains ne sont pas riches. N'est-ce pas un état de choses inquiétant? Nous n'en voulons pas, au Canada. Si la méthode adoptée aux Etats-Unis y a contribué, comme je le crois, je n'en veux pas pour le Canada. Nos adversaires, qui sont de bons Canadiens, nous disent, ou laissent entendre, que tout ira bien si nous relevons les impôts, les droits de douane. Mon honorable ami de Bedford (l'honorable M. Pope) hoche la tête.

L'honorable M. POPE: Oui, élevez les droits.

L'honorable M. HUGHES: Vraiment? En serons-nous plus riches?